## DENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTÉ - MOUSCRON'

## Le Trait d'Union agrandit ses installations

l'occasion de la visite du ministre régional Maxime Prévot, l'entreprise de travail adapté le «Trait d'Union» a inauguré une nouvelle plate-forme de production à Mouscron. Quelque 250 handicapés travaillent au sein de cette ETA.

Aujourd'hui implantée au boulevard de l'Eurozone à Mouscron, l'ASBL le «Trait d'Union» a vu le jour en 1969 à l'initiative du CPAS de Mouscron. Mettant au travail un personnel 100% handicapé, cette association dispose dans le zoning industriel de deux vastes halls de 4.000m².

## 250 PERSONNES AU TRAVAIL

Depuis le lancement de cette ASBL, le personnel mis au travail est passé d'une vingtaine d'unités à quelque 250 personnes souffrant toutes soit d'un handicap physique soit mental. «Ce n'est pas de l'occupationnel. Au sein de notre ETA, les travailleurs gagnent véritablement leur vie», insiste François Destoop, responsable de l'association. À la rencontre des travailleurs, le ministre a pu découvrir leurs activités quotidiennes.

## **DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS**

«Notre entreprise de travail adapté s'est investie dans la sous-traitance industrielle. A Mouscron, le Trait d'Union occupe une situation de choix au carrefour de la France, de la Flandre et de la Wallonie. Notre entreprise sociale se veut résolument partenaire de l'industrie. Nous ne commercialisons aucune production propre et mettons avant tout notre savoir-faire au service des industriels», explique M. Destoop. Après la soudure, la couture, la séri-



graphie, l'emballage et le conditionnement à ses débuts, l'ASBL a diversifié ses activités. La mise sous film, l'ensachage, le Flow pack, le travail à façon, le conditionnement alimentaire, cosmétique et pharmaceutique, l'impression textile, les autocollants et pictogrammes ou encore le lettrage des véhicules sont au nombre des services offerts. «Cette visite ministérielle a été l'occasion d'inaugurer une toute nouvelle plate-forme de 1.500m2. Cet investissement, réalisé en fonds propres, est de l'ordre de 80.000 à 90.000 euros. Cette plateforme élargira tant les zones de stockage que de production», a ajouté le responsable de l'ASBL.